

Les profils politiques des pro et des anti-Gilets Jaunes

Analyse réalisée selon la méthode de positionnement du Politest sur 8759
personnes âgées de plus de 18 ans

Etude finalisée avant le confinement

Laurent Cald, mars 2020

laurent.cald@politest.fr

Résumé de l'étude

Le Politest est un test de positionnement politique sur internet. Il est composé de douze questions qui visent à mettre en évidence les « valeurs » qui déterminent les positions sur trois grandes thématiques : l'économique et le social (impôts, mondialisation, lutte contre la pauvreté, services publics, entreprises...), les manières de vivre (place de la religion, homosexualité, avortement, drogues...), l'identité et la responsabilité (délinquance, droit de vote et nationalité, immigration...). Ces valeurs permettent d'établir un « profil politique », qui peut être comparé au profil politique des différents partis afin de distinguer celui ou ceux qui s'en rapprochent le plus.

Chaque jour, plusieurs centaines de personnes viennent faire le test. Entre octobre 2019 et mars 2020 – avant le confinement – des questions ont été ajoutées à l'ouverture du test pour connaître leur tranche d'âge, leur positionnement politique (tel qu'elles le perçoivent, avant de faire le test) ainsi que leur sentiment à l'égard du mouvement des Gilets Jaunes (« totalement solidaire », « plutôt solidaire », « indifférent », « plutôt opposé », « totalement opposé »). Les réponses au questionnaire du test de 8759 personnes de plus de 18 ans ayant indiqué leur sentiment sur le mouvement des Gilets Jaunes ont ainsi pu être analysées selon la méthode de positionnement du Politest. Les résultats au test ne sont pas pris en compte dans les analyses, le test ne servant que de questionnaire.

Caractérisation de l'échantillon

Il est à près de 80% constitué de personnes de moins de 35 ans. Cependant la moyenne des résultats obtenus par tranches d'âges (18-34 ans, 35-65 ans, plus de 65 ans) permet d'avoir une estimation de ce que donnerait un échantillon davantage représentatif de la population.

45% des répondants se situent à gauche, 34% à droite, 8% au centre (14% ne se prononcent pas). Les plus de 65 ans se positionnent davantage à droite.

46% se déclarent « plutôt solidaires » ou « totalement solidaires » avec le mouvement des Gilets Jaunes, 13% étant « totalement solidaires », et 30% se déclarent « plutôt opposés » ou « totalement opposés » au mouvement, 11% y étant « totalement opposés ». Les plus de 65 ans sont moins nombreux à être « indifférents » au mouvement, et plus nombreux à y être « totalement opposés ». C'est à gauche que la proportion de « solidaires » est la plus élevée (64%). A droite, les « opposés » représentent 49%.

Sur les questions économiques et sociales, 66% des répondants sont « interventionnistes » (favorables à l'intervention de l'Etat dans l'économie), et 32% sont « libéraux » (favorables au désengagement de l'Etat).

« Ouverts » et « Fermés »

La question de savoir si les pro-Gilets Jaunes sont davantage « fermés » que les anti se pose : de nombreux politologues considèrent en effet que les contestataires de droite comme de gauche auraient une préférence pour une « société fermée ». Mais qu'est-ce qu'être « ouvert » ? Qu'est-ce qu'être « fermé » ?

Deux critères ont été retenus pour caractériser les « Ouverts » et les « Fermés » :

- la position sur la mondialisation : ont été considérées comme « fermées » les personnes ayant choisi une position « interventionniste » à la question sur la mondialisation (parmi cinq positions, allant d'« ultra-interventionniste » à « ultra-libérale »), les positions « interventionnistes » reflétant une opinion critique de la mondialisation ;
- le positionnement sur les questions liées à l'identité et à la responsabilité : les valeurs que font ressortir les questions sur cette thématique déterminent, entre autres, le rapport à l'étranger et les critères d'appartenance à la conception que chacun a de la communauté nationale.

70% des répondants privilégient une position interventionniste sur la mondialisation et peuvent donc être considérés comme « fermés » selon ce critère.

Selon le critère de l'identité et de la responsabilité, « Ouverts » et « Fermés » représentent chacun environ 48% des répondants.

Six catégories ont ainsi été distinguées selon ces deux critères :

- les « Ouverts critiques » : ouverts sur les questions d'identité, et critiques de la mondialisation, dont les effets néfastes nécessitent selon eux davantage de régulation de la part des Etats. Les personnes de cette catégorie sont majoritairement très interventionnistes sur les questions économiques et sociales en général. Ils représentent 37% des répondants ;
- les « Ouverts sociaux-libéraux » : ouverts sur les questions d'identité et considérant que la mondialisation peut être une chance si on permet aux populations et aux entreprises d'y trouver leur place (11%) ;
- les « Modérés libéraux » : moins ouverts que les précédents, ou modérément fermés sur les questions d'identité, et considérant que la mondialisation peut être une chance (15%) ;

- les « Modérés critiques » : mêmes positionnements que les précédents sur les questions d'identité, mais critiques de la mondialisation (23%) ;
- les « Identitaires libéraux » : fermés sur les questions d'identité, et considérant que la mondialisation peut être une chance (5%) ;
- les « Protectionnistes » : fermés sur les questions d'identité, et critiques de la mondialisation (9%).

La répartition dans les catégories varie selon les tranches d'âges : les plus jeunes sont moins « protectionnistes », et les plus âgés moins « ouverts critiques » et plus « identitaires libéraux » et « protectionnistes ».

L'analyse, selon ces catégories, des tendances déclarées par les répondants, montre que plus ils se déclarent « à gauche », ou proches de partis de gauche, plus ils sont « ouverts critiques », et plus ils se déclarent « à droite », ou proches de partis de droite, plus ils sont « protectionnistes ». C'est au centre et au centre-gauche que les « Ouverts sociaux-libéraux » sont le plus représentés, et au centre et à droite que les « Modérés libéraux » sont le plus représentés. Les « Identitaires libéraux » se situent quasi-exclusivement à droite. Une catégorie est présente sur quasiment tout le spectre politique : les « Modérés critiques ».

Selon le critère retenu, les partis les plus « ouverts » sont soit les partis de gauche (critère de l'identité et de la responsabilité), soit les partis du centre et de la droite non radicale (critère de la mondialisation).

Analyse des réponses selon le sentiment à l'égard du mouvement des Gilets Jaunes

Les répondants sont d'autant plus critiques de la mondialisation qu'ils sont « solidaires » avec le mouvement des Gilets Jaunes. Mais si la critique radicale de la mondialisation est spécifique aux pro-Gilets Jaunes, la demande d'une plus grande régulation de la mondialisation par les Etats est privilégiée au-delà des seuls « solidaires » : il n'y a que les « totalement opposés » qui ne choisissent pas majoritairement une position interventionniste sur la mondialisation.

Plus les répondants sont solidaires avec le mouvement des Gilets Jaunes, plus ils sont « interventionnistes » sur l'économique et le social en général, le positionnement allant jusqu'à l'« ultra-interventionnisme » pour les « totalement solidaires ». A l'inverse, la préférence pour le libéralisme – un libéralisme modéré – s'affirme à mesure que les répondants sont opposés au mouvement. Et sur la question de la pauvreté et de l'exclusion, les « solidaires » mettent davantage l'accent sur la responsabilité collective, tandis que les « opposés » mettent en avant la responsabilité individuelle.

Les « solidaires » sont plus « ouverts » dans leur rapport à l'étranger et leur conception de la communauté nationale.

Quelle que soit la sensibilité à l'égard du mouvement des Gilets Jaunes, depuis les « totalement solidaires » jusqu'aux « totalement opposés », l'ensemble des personnes « non ouvertes » selon le critère sur l'identité et la responsabilité et « fermées » selon celui sur la mondialisation représente un tiers des répondants.

Il n'y a pas de clivage notable sur les manières de vivre (positions sur l'homosexualité, la religion, l'avortement...), si ce n'est que les « totalement opposés » sont un peu moins « laisser-faire » que les autres.

Evaluation des potentiels électoraux

L'analyse des profils des pro-Gilets Jaunes selon les catégories « Ouverts » / « Fermés » permet d'évaluer les potentiels électoraux des principaux partis contestataires à droite et à gauche : le Rassemblement National et La France Insoumise.

L'électorat du Rassemblement National est à 91% composé de « Protectionnistes », de « Modérés critiques » et d'« Identitaires libéraux » – les « Modérés critiques » étant la seule catégorie représentée de manière significative à la fois au Rassemblement National et à la France Insoumise, ainsi d'ailleurs que parmi les sympathisants de LREM. En attirant à lui toutes les personnes de ces catégories qui sont solidaires avec le mouvement des Gilets Jaunes, le RN peut atteindre 25%.

Dans une configuration binaire comme lors d'un second tour d'élection présidentielle face à Emmanuel Macron, le RN serait susceptible d'attirer les suffrages des « Protectionnistes », des « Modérés critiques » et des « Identitaires libéraux ». Mais dans l'hypothèse où il réussirait à réunir la totalité des électeurs de ces catégories, il plafonnerait à 45%. Son positionnement lui aliénant les voix de l'électorat de la troisième catégorie critique de la mondialisation, les « Ouverts critiques », le RN ne serait pas en mesure d'atteindre la majorité.

L'électorat de La France Insoumise est quant à lui composé à 87% d'« Ouverts critiques » et de « Modérés critiques ». En attirant les personnes de ces catégories qui sont solidaires avec le mouvement des Gilets Jaunes, LFI pourrait atteindre 35%.

Et à un second tour d'élection présidentielle face à Emmanuel Macron, un candidat issu de ses rangs, en réunissant les suffrages de l'essentiel des « Ouverts critiques » et des « Modérés critiques », pourrait espérer l'emporter. Mais il lui faudrait pour cela convaincre au-delà de l'électorat solidaire avec le mouvement des Gilets Jaunes, et au-delà de la gauche. Sans pour autant chercher à attirer les voix des « Protectionnistes » : leurs valeurs sont trop incompatibles avec celles que représente LFI, et pas assez éloignées de celles de LREM, pour espérer les voir préférer le camp des anti-macronnistes de gauche.

Conclusion de l'étude

Les pro-Gilets Jaunes sont d'abord des personnes qui critiquent la mondialisation économique – de manière radicale pour les plus « solidaires » avec les Gilets Jaunes – et qui réclament davantage de régulation. Mais la préférence pour une politique interventionniste sur la mondialisation se retrouve également chez les anti : ces derniers se partagent de manière égale entre ceux qui sont en demande d'une plus grande régulation, et ceux qui considèrent que la mondialisation de l'économie peut être une chance dès lors qu'on permet aux populations et aux entreprises de s'y faire une place.

Pour la grande majorité des pro-Gilets Jaunes, cette demande d'une mondialisation plus régulée s'inscrit dans une vision interventionniste du rôle de l'Etat dans l'économie. Les pro-Gilets Jaunes sont ainsi plus en phase avec l'ensemble de l'échantillon, majoritairement interventionniste également. A l'opposé, les anti-Gilets Jaunes sont majoritairement libéraux. Et alors que les anti mettent en avant la responsabilité individuelle, les pro-Gilets Jaunes réclament une plus grande solidarité nationale.

Loin d'être « fermés », les pro-Gilets Jaunes ont au contraire une conception plus « ouverte » de la communauté nationale que les anti. Ils sont plus favorables que les anti au droit de vote des étrangers, à la facilitation de l'acquisition de la nationalité française, et à la défense des droits des immigrés. Toute politique anti-immigration censée satisfaire une demande émanant des Gilets Jaunes va donc à l'encontre de ce que souhaitent la majorité de ceux qui les soutiennent.

Demande d'une politique économique plus interventionniste, mais aussi de plus de solidarité, et préférence pour une communauté nationale « ouverte » : c'est chez les contestataires de gauche que réside le principal potentiel électoral anti-macronniste. Qui, avec un candidat fédérateur, et sans chercher à séduire des « protectionnistes » de droite qui voteront difficilement pour la gauche, pourrait faire chuter Emmanuel Macron à la prochaine élection présidentielle.

[Télécharger l'étude complète](#)